

CE N'EST PAS A NOUS DE PAYER LA CRISE DU CAPITALISME !

Le premier ministre François Fillon l'a affirmé il y a quelques jours : « Pas de récession en France pour le moment ». Nous voilà rassurés ! Il n'y aurait pas de récession, mais face à la crise le gouvernement vole au secours de la finance avec un plan de 360 milliards d'euros mis à disposition des banques. Dans le même temps, les mauvais coups continuent de tomber : recul de l'âge de la retraite à 70 ans, travail le dimanche imposé, multiplication des CDD, développement de la précarité, licenciements massifs dans l'intérim, l'automobile. Les prix continuent d'augmenter mais pas nos salaires. Le système capitaliste vit une crise historique que les patrons, fidèles à leurs habitudes, entendent faire payer aux travailleurs. Sarkozy, dans son discours de Toulon, annonce l'accélération de ses contre-reformes : démolition des services publics, casse de l'éducation nationale, privatisation de la Poste et du système hospitalier de santé. On trouve des dizaines de milliards d'euros pour sauver la mise aux grands actionnaires et aux banques, mais pour les salariés et les services publics les caisses sont toujours vides !

LES RÉSISTANCES SE DÉVELOPPENT, FAISONS CONVERGER NOS LUTTES !

Les salariés de l'automobile ont commencé à montrer la voie (Renault-Sandouville...), les pilotes d'Air France contre la retraite jusqu'à 70 ans, et les cheminots contre la privatisation du fret et la dégradation des conditions de travail. Les personnels de l'éducation nationale et les employés de La Poste se mobilisent contre les suppressions de postes et les projets de privatisation. Il y a urgence à agir pour la convergence des résistances, aider à la constitution et à la consolidation de fronts unitaires pour les services publics, pour les sa-

lares, pour la santé, contre la crise. Pour affronter le gouvernement, pour porter nos revendications et répondre aux besoins sociaux, il faut préparer un mouvement qui aille jusqu'au bout, sans concessions. Une riposte d'ensemble est nécessaire, c'est à dire un mouvement interprofessionnel, un tous ensemble capable de les faire céder.

CONSTRUISONS UN NOUVEAU PARTI CONTRE LE CAPITALISME !

Face à ces objectifs, les organisations de la gauche traditionnelle ne sont pas au rendez vous. Le PS ne pense qu'aux élections de 2012, et ne critique le gouvernement que sur la forme. Le dernier congrès de Reims vient de donner une image pathétique d'un parti en crise, incapable de proposer une orientation face à Sarkozy. Il n'y a rien à attendre d'un parti dont le libéralisme est l'horizon indépassable.

Depuis un an, un processus a été lancé pour la constitution d'un Nouveau Parti Anticapitaliste, à l'initiative de la LCR et d'Olivier Besancenot. Le but est de rassembler tous ceux qui veulent en finir avec ce gouvernement et le système capitaliste qui engendre l'exploitation. Le processus aboutira à la création du Nouveau Parti en janvier 2009. Il est temps de tous se rassembler pour construire, ensemble, l'outil qui nous permettra de révolutionner la société pour un monde débarrassé de toute oppression et de toute misère. Un monde où les règles ne seront pas dictées par le profit mais par nos besoins. Ceci implique de rompre avec la propriété privée des moyens de production.

Ce parti appartiendra à toutes celles et ceux qui s'y engageront.

C'est maintenant que commence la discussion pour décider ensemble, pour construire ensemble ! Rejoignez-nous !



NPA
POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org

NON AU PROJET DE L'APHP RETRAIT DU PROJET BACHELOT

Ce projet, actuellement en débat au parlement, prévoit la mise en place d'agences régionales de santé (ARS) qui prendraient la suite des Agences Régionales de l'Hospitalisation avec en plus la gestion du secteur médico-social (personnes âgées, handicap) et avec à leur tête un directeur tout puissant, véritable préfet sanitaire aux ordres du ministre.

En matière d'hospitalisation ce projet prévoit de regrouper une série d'activités sur un hôpital de référence par région, et évidemment la fermeture de nombreux services ou établissements de proximité : les maternités et les services de chirurgie sont particulièrement visés.

Le résultat serait clair : le secteur privé se retrouverait en position de monopole au plan local.

Les directeurs des hôpitaux verraient leurs pouvoirs accrus et l'organisation des établissements sur le modèle d'une entreprise privée serait encore renforcée. Dans ces hôpitaux, des cliniques privées, sous prétexte de groupements de coopération de santé, seraient présents. Ce serait une étape de plus vers la privatisation du service public hospitalier.

Pour les usagers c'est la désertification du service public des territoires qui se prépare comme on le voit en Bretagne avec les projets de fermeture de nombreux services et hôpitaux de proximité.

Pour les personnels ce sont des plans "sociaux" qui s'annoncent (suppression de postes et on parle de 20 000 licenciements au plan national)

La direction générale de l'assistance publique de Paris avec son projet de découpage de L'AP et de "réorganisation" anticipe la loi BACHELOT. Son projet est un test de cette loi.

**NON
A LOI BACHELOT
"HOPITAL PATIENTS
SANTÉ TERRITOIRES"
TOUS EN GREVE
ET A LA MANIFESTATION
MARDI 9 DECEMBRE 10 H
(DE MONTPARNASSE
AU MINISTÈRE
DE LA SANTÉ)**

LA TARIFICATION A L'ACTIVITE : MACHINE DE GUERRE CONTRE LE SERVICE PUBLIC HOSPITALIER

Mise en place dans le cadre du plan hôpital 2007, la tarification à l'activité (T2A) organise la tarification de l'activité hospitalière sur le modèle du paiement à l'acte. Cela entraîne une pression financière insupportable sur de nombreux hôpitaux publics ou participants au service public.

Pour répondre aux impératifs de la T2A, les directions hospitalières agissent de différentes manières :

-Soit diminuer voire fermer des activités dont les coûts de fonctionnement ne sont pas couverts par la T2A comme on vient encore récemment de le voir à BESANCON ou à SAINT-JOSEPH à Paris.

-Soit aller à la recherche des activités lucratives, les développer et les multiplier.

-Soit toujours et encore plus s'attaquer aux personnels (postes non pourvus ou supprimés, dégradation des conditions de travail, congés non pris, précarisation accrue, sous-traitance au privé)

-Soit combiner les trois et engager sous prétexte de réorganisation des restructurations sous la houlette de l'ARH comme propose de le faire le directeur général de l'Assistance Publique de Paris.

La logique de gestion financière

anéantit la question des besoins de santé de la population.

Le résultat est simple : les usagers voient l'offre et la qualité de soins se dégrader (déplacements de plus en plus loin, délais d'attente pour un rendez-vous..) et les personnels, pressés comme un citron, surveillés, chronométrés, au mépris des besoins des malades.

Cette tarification à l'activité frappe tout particulièrement l'hôpital public qui accueille tous les publics, les malades les plus lourds, de tous âges, les pathologies chroniques, les personnes relevant de la CMU alors que les cliniques privées font le tri des malades et des pathologies "rentables", (celles qui nécessitent moins de moyens techniques, et prennent moins de temps) comme en atteste un récent article du Quotidien du médecin d'autant que les dépassements d'honoraires y sont systématiques.

Derrière la T2A,

et la recherche à tous prix de la rentabilité financière c'est la répartition de l'activité de soins qui s'est organisée : 75% de l'activité de chirurgie ambulatoire, 65% des opérations chirurgicales sont faites en clinique privée et cela génère de substantiels dividendes pour les actionnaires, mais c'est l'hôpital public qui fait les actes lourds et coûteux.

En contraignant l'hôpital public à s'aligner sur des méthodes de gestion venues de l'industrie privée et à fonctionner comme une entreprise c'est purement et simplement sa démolition qui est programmée par le gouvernement de SARKOZY en attendant de privatiser les unités ou les activités les plus rentables en les livrant aux appétits des grands groupes privés de la santé.

NOS VIES ET NOTRE SANTE VALENT PLUS QUE LEURS PROFIT



RÉFORME DE LA FORMATION INFIRMIÈRE :

Le projet de loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires », débattu au parlement en janvier, outre qu'il met en pièce le service public de santé, prévoit de transférer la gestion des formations paramédicales de l'Etat aux exécutifs régionaux. Les Instituts de Formation en Soins infirmiers, déjà régionalisés, pourraient néanmoins être menacés par ce transfert de gestion.

Autre annonce : un récent rapport de la DHOS (Direction de l'Hospitalisation et de l'Organisation des Soins) propose de réduire de 560 heures la durée de la formation infirmière, tout en rajoutant des matières comme l'Anglais ou l'informatique ! Cette baisse serait dangereuse pour la qualité des soins..

Tout cela participe de la politique globale du gouvernement de dévalorisation de la formation., la casse des diplômes participant à l'offensive. globale du gouvernement contre le service public de santé.

Dès maintenant, dans les Instituts de Formation en Soins Infirmiers, il faut préparer un campagne d'information afin de relancer une mobilisation pour refuser le travail gratuit, exiger un salaire au moins égal au smic et la prise en compte des années d'études pour les retraites.

Mais cette mobilisation, pour mettre en échec le gouvernement cette fois-ci, devra se lier à la lutte plus globale pour le maintien du service public de santé, contre toutes les attaques du gouvernement.

NON A LA REFORME DE LA FORMATION ET AU PROJET DE LOI BACHELOT !

RETRAIT DE CES PROJETS !

UN VRAI SALAIRE PENDANT TOUTE LA DUREE DE LA FORMATION !

SECU EN PERIL !

Selon Sarkozy « il faut réinventer les frontières de la prévoyance individuelle et collective, de la responsabilité individuelle, de la solidarité familiale et de la solidarité nationale ».

La retraite solidaire devrait faire une place croissante aux fonds de pension. Pourtant aux Etats-Unis avec la crise financière des millions de retraités viennent de tout perdre

La branche maladie de la Sécu devrait réduire plus encore ses remboursements au profit des complémentaires santé, notamment des assurances privées.

D'ores et déjà en raison de l'accumulation des mesures de déremboursements la part prise en charge par la Sécu ne cesse de diminuer :

Aux forfaits hospitaliers, forfaits sur les actes chirurgicaux « lourds », forfaits médicaux sur les actes et consultations s'ajoutent les franchises de 50 centimes par boîte de médicaments ou acte paramédical (kinésithérapie par exemple) de deux € pour les transports sanitaires.

La liste des médicaments moins remboursés et même déremboursés ne cesse d'augmenter.

Les dépassements d'honoraires des

médecins libéraux sont de plus en plus importants.

Les mutuelles seront prochainement taxées par l'Etat. Elles augmenteront leurs cotisations.

Par manque d'argent, de plus en plus nombreux sont ceux qui renoncent à des soins, à des appareillages indispensables comme les prothèses dentaires ou auditives.

La prétendue « responsabilisation » des malades par l'argent dissuade nombre de familles précaires, qui ne peuvent s'offrir des complémentaires ou des mutuelles (de

plus en plus onéreuses), de faire des démarches de prévention ou de se soigner. Les maladies s'aggravent et elles doivent recourir trop tardivement à l'hôpital. Où sont « les économies », alors que la prise en charge de la maladie à un stade avancé est beaucoup plus coûteuse?

De réformes en réformes, la Sécurité so-

ciale n'assurera bientôt plus qu'une fraction minoritaire des remboursements.

La privatisation partielle de l'assurance maladie est en cours. Avec tous ces déremboursements, avec le démantèlement de la Sécu, c'est l'avenir de la protection sociale fondée sur la solidarité qui se joue...

Pour la solidarité, pour garantir l'accès aux soins pour tous, il faut reconquérir la Sécu et l'améliorer.

Pour cela, il n'y a pas d'autre voie que la mobilisation unitaire et d'ampleur.



LA SECU EN DEFICIT ? NON, ELLE EST PILLEE !

Les médias ne cessent de le répéter, « le trou de la Sécu est abyssal ». Chaque fois que les gouvernements de droite et de gauche préparent des mauvais coups ils nous ressortent le même refrain. Ainsi pour 2008 le déficit pourrait atteindre : 9,5 milliards d'€ dont 4,6 pour la branche maladie.

Il suffit de consulter les rapports officiels (de la commission des comptes de la Sécu) pour comprendre qui crée ce prétendu déficit. Les patrons bénéficient d'exonération de cotisations : 27,9 milliards d'€ en 2008 (32 milliards en 2009) en partie compensés par l'Etat donc par nos impôts.

La participation, l'intéressement, les stock-options, les plans d'épargne entreprise ne sont pas soumis à cotisation : coût 5,1 milliards d'€.

Les dettes des patrons s'élèvent à 4 milliards d'€ (2,4 + 1,6 d'apurement des anciennes dettes).

La dette de l'Etat est de 7,8 milliards d'€ (2,7 + 5,1 d'apurement des anciennes dettes).

Le paiement des intérêts bancaires liés au retard de paiement de l'Etat coûte 0,64 milliards d'€.

Les régimes des non salariés prélèvent 2,7 milliards d'€ au régime général (des salariés)

- ▷ LES REMBOURSEMENTS A 100%,
- ▷ LES SOINS GRATUITS POUR TOUS ET TOUTES, C'EST POSSIBLE !



NPA

POUR UN

NOUVEAU PARTI

ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

REUNION-DEBAT

LA SANTE VAUT PLUS QUE LEURS PROFITS

QUELLES BATAILLES POUR L'HÔPITAL, LA SANTÉ, LA SÉCU ?
QUELLES PROPOSITIONS DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE ?

VENEZ EN DEBATTRE AVEC LES MILITANTS
DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

VENDREDI 16 JANVIER À 18 H 30

PRENEZ CONTACT AVEC LE COLLECTIF NPA SANTE 27 RUE DE TAINÉ PARIS 12

POUR PRENDRE CONTACT : www.npa2009.org

Envoyez vos coordonnées à NPA santé/sécu, LCR 27 rue Taine, 75012 Paris - Tel : 01.49.52.28.98 ou 01.49.52.28.99

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tel :

Mail :